

Paru dans l'Echo de la Bourse, ce 20 novembre 2003

### « Black-out » à répétition : Quelles conséquences ?

*Stephan Vis, chargé de mission à Inter-Environnement Wallonie, exprime son désaccord avec ceux « qui prennent prétexte des gigantesques pannes de courant de ces derniers mois pour légitimer une extension des infrastructures électriques ». Selon lui, une analyse plus fine démontre pratiquement le contraire.*

Après l'Amérique du Nord le 14 août, de massives coupures de courant ont eu lieu en Angleterre, en Scandinavie, et surtout en Italie où le 28 septembre, 55 millions de personnes se sont retrouvées dans le noir. Quatre décès ont même été attribués à ce dernier black-out. Il est 3h25 du matin lorsque la ligne 400kV Mettlen-Lavorgo reliant la Suisse à l'Italie est « accidentellement<sup>1</sup> » court-circuitée. L'événement n'a rien d'exceptionnel. Pourtant, quelques minutes plus tard, c'est au tour de la ligne 380kV Sils-Soazza. L'opérateur du réseau réagit mal. Ou trop tard. La fréquence du réseau italien tombe à 47,5Hz. Effet domino. Sans lignes pour transporter le courant, les centrales s'arrêtent. Et les *Gelati* italiennes se mettent à fondre...

#### Promotion pour le nucléaire ?

Les commentateurs n'ont pas manqué de rappeler que l'Italie était sortie du nucléaire suite à un référendum dans les années '80 et que depuis, elle manquait cruellement de moyens de production. Malheureusement, peu d'observateurs ont relevé que la coupure a eu lieu en heure creuse, à 3h25 du matin, alors que l'industrie tourne au ralenti, que l'air conditionné est au repos et les gens au lit. La demande totale ne s'élevait alors qu'à 24GW, contre 53GW quelques semaines plus tôt, en heure de pointe. Difficile donc d'accuser un manque de moyens de production ! En réalité, pour d'évidentes raisons économiques, la nuit l'Italie préfère arrêter une partie de ses propres centrales pour importer du courant meilleur marché. Cette nuit là, la raison commerciale a voulu que la stabilité de l'électricité italienne dépende de trois ou quatre lignes à haute tension venant de l'étranger. Mais le secteur nucléaire n'aime pas ce genre d'analyse. Comme le relève le journal anglais *The Guardian*, « l'industrie nucléaire a toujours admis en privé que son meilleur atout résidait dans la peur croissante des coupures de courant ».

Plus au nord, c'est l'arrêt inopiné de la centrale nucléaire de Oskarshamn en Suède<sup>2</sup> qui a été à l'origine des coupures en Scandinavie, quelques jours avant le cas italien. Malheureusement, le questionnement que suscitait ce black-out a été quelque peu éclipsé : sans nucléaire, cette panne aurait-elle eu lieu ? 1135 MW qui s'arrêtent d'un coup, voilà qui déstabilise fortement... Du coup, n'est-ce pas la centralisation de moyens de production trop puissants qu'il convient de pointer du doigt ?

En Italie, le manque d'investissements dans de nouveaux moyens de production est effectivement à dénoncer. Mais accuser le « nimbyisme » des riverains et la sortie du nucléaire est inexact. Une planification des nouveaux moyens de production existait. Ce sont avant tout les complications administratives et techniques de connexion au réseau, l'instabilité du cadre législatif italien -qui a miné le développement de la cogénération- et la situation de monopole dont a longtemps bénéficié la compagnie d'électricité Enel, qui ont amené ce dernier à miser sur la spéculation (importation bon marché) plutôt que sur l'investissement.

#### Davantage de lignes à haute tension ?

D'aucuns en ont aussi profité, Commission européenne en tête, pour réclamer plus de lignes et une augmentation des capacités d'interconnexion entre pays. Plus il y aurait de lignes, moins il y aurait d'embouteillages.

L'exemple de l'impasse de la route devrait cependant faire réfléchir : plus il y a de routes, plus il y a de trafic (et plus il y a d'accidents) ; l'effet d'appel est incontestable. De même, plus il y aura de lignes à haute tension pour désengorger, plus on importera de loin, plus on embouteillera... et moins on saura faire face aux imprévus ? Ce parallèle a aussi le mérite de rappeler que les budgets octroyés à l'extension du réseau routier se font souvent aux dépens de son indispensable entretien<sup>3</sup>. En Italie, analyse le rapporteur de la directive électricité au parlement européen, l'incompréhensible effet domino qui a provoqué la panne trahit avant tout une mauvaise gestion du système électrique italien<sup>4</sup>. Alors avant d'augmenter les interconnexions, ne vaut-il pas mieux d'abord veiller à « l'utilisation optimale des interconnexions existantes », comme le prônait il y a quelque temps encore, le Livre vert de la Commission européenne ?

Dans le passé, l'objectif principal des interconnexions n'était pas le développement des échanges commerciaux, mais la recherche d'une sécurité d'approvisionnement renforcée pour pallier des incidents ponctuels<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> D'après certains, suite à une tempête dans les Alpes, un arbre serait tombé sur la ligne; D'autres pensent que suite à l'importation massive d'électricité, la ligne surchauffée -et dilatée en conséquence- aurait touché un arbre. Quelle enquête nous dira la vérité ?

<sup>2</sup> Peu après, six lignes court-circuitaient. Puis une deuxième centrale nucléaire (celle de Ringhals). Puis l'ensemble. Pendant 4 heures, 5 millions de personnes étaient sans courant.

<sup>3</sup> Voir le diagnostic commenté de la mobilité en Wallonie, UWE, 2003

<sup>4</sup> Claude Turmes, Membre du Parlement européen, rapporteur de la directive sur la libéralisation des marchés de l'électricité, octobre 2003

<sup>5</sup> Livre vert ; Vers une stratégie européenne de sécurité d'approvisionnement énergétique, Commission européenne, 2001

Aujourd'hui, ironie du marché, ce sont les échanges commerciaux intempestifs qui ont provoqué une insécurité d'approvisionnement...

### **Et la libéralisation ?**

L'accuser directement serait un peu court. C'est avant tout la non régulation qui est à pointer du doigt. Enel avait –en son temps de monopole- déjà tout intérêt à ne pas trop investir en moyens de production. Ainsi il réduisait l'offre et augmentait les prix en conséquence, laissait les autres polluer à sa place tout en important à bon marché... La totale séparation entre activités de production et de transport d'électricité que promeut la libéralisation n'est donc pas à remettre en cause.

Mais est-ce qu'importer moins cher, de toujours plus loin, n'est pas la conséquence la plus directe de toute libéralisation, quel que soit le domaine ? Les pannes de courant en Amérique du nord confirment bien ce constat : au delà de la dénonciation du manque d'entretien du réseau nord américain, c'est la grande distance entre lieux de production et de consommation qui a causé la panne.

On connaît depuis longtemps les méfaits du dumping des produits agricoles, dont on vend les surplus en-dessous du coût de production. Serait-ce ici un présage des conséquences du dumping de l'électron ?

### **Régulation insuffisante, consommation excessive !**

D'une part il y a la vision centraliste et expansionniste des grands lobbies électriques, nucléaires (Eurelectric, Foratom) et industriels en général, appuyés par la Commission européenne de Mme De Palacio : davantage de nucléaire et des autoroutes électriques<sup>6</sup> à travers l'Europe.

Au lendemain des black-out, d'autres voix s'élèvent pourtant. Même l'UCTE (Union de coordination du transport électrique) commence à plaider pour des plus petites capacités de production décentralisées et régionales pour réduire les distances de transit. ONG environnementales –dont Inter-Environnement Wallonie-, producteurs d'énergies renouvelables et de cogénération dénoncent également une régulation insuffisante et une consommation excessive. Nous plaïdons pour plus d'investissements dans l'entretien et dans l'adaptation du réseau aux productions décentralisées et plus propres, ainsi qu'une maîtrise de la consommation. Est-il si naïf de faire remarquer qu'une stabilisation de la consommation électrique ne nécessite pas une extension des infrastructures ? Tarifs progressifs, obligations de service public, limitation du recours à l'électricité à ses usages spécifiques, labellisation des appareils, efficacité énergétique... le coût de ces mesures ne doit-il pas être mis en parallèle avec le coût de l'extension des infrastructures et des risques qui y sont liés ? Combien de temps restera-t-on encore enfermé dans le mythe d'une croissance infinie liée à une consommation sans limites de nos ressources naturelles ? Mythe dont la croissance de la consommation d'électricité semble être un symbole ?

Au fond, la mondialisation ce n'est peut-être que cela : en Europe, importer de jour de l'électricité nucléaire japonaise dont les Japonais ne savent que faire la nuit. Et la nuit, vendre notre nucléaire -dont on sait que faire- aux Japonais, aux mêmes prix de dumping. Et que les grincheux qui ne veulent pas de lignes de haute tension au-dessus de leur tête se rassurent, celles-ci transiteront par le centre de la terre. [Vive la mondialisation !]

Stephan Vis [s.vis@iewonline.be](mailto:s.vis@iewonline.be)

Encadré :

La commission européenne présentera bientôt une Communication sur le développement des infrastructures électriques dont le but avoué est de « prévoir les obligations et les moyens pour garantir l'approvisionnement et faire construire les infrastructures nécessaires<sup>7</sup> ». Elle sera discutée au conseil européen énergie du 4 et 5 décembre. [En Belgique, Elia -notre gestionnaire du réseau de transport- (qui vient de rédiger le projet de Plan de développement du réseau de transport) et le Comité de direction de la CREG -notre régulateur fédéral- semblent du même avis : Davantage de lignes de haute tension et d'interconnexions aux frontières pour favoriser la concurrence dans notre pays et insérer notre marché dans le marché intérieur européen. Autrement dit : des lignes pour permettre le transit du nucléaire français pour approvisionner, à prix de dumping, le marché néerlandais?]

---

<sup>6</sup> plaidoyer de Gérard Mestrallet, patron de Suez, octobre 2003

<sup>7</sup> Loyola de Palacio, 28 septembre 2003